

(1)
(N° 129.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 AOÛT 1925.

PROPOSITION DE LOI

relative au contrôle des sociétés d'épargne et de capitalisation

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le Parlement est actuellement saisi d'un projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie.

Ce projet, voté par le Sénat, a fait l'objet d'un intéressant rapport de l'honorable M. Van Dievoet et il est à la veille d'être voté par la Chambre des Représentants.

C'est à une préoccupation sociale du même ordre que se rattache une autre réforme, qui pourrait — croyons-nous — être examinée dans le même esprit et suivant les mêmes principes directeurs que la première. L'épargne populaire est une chose sacrée. Des abus, qui se sont développés en ces dernières années, prouvent qu'il est dangereux de laisser toute licence au fonctionnement des sociétés ou entreprises, soit belges, soit étrangères, qui offrent leurs services au public pour recueillir les dépôts d'argent, les faire fructifier ou les capitaliser.

Les règles de contrôle que prévoit notre proposition de loi ont été étudiées et formulées par des actuaires et des spécialistes autorisés. Elles prévoient notamment l'obligation pour les entreprises d'adopter la forme de sociétés par actions ou coopératives, d'obtenir l'autorisation officielle avant de fonctionner et de soumettre leur activité à la Commission des assurances dont le projet sur les entreprises d'assurances-vie prévoit la création. L'adoption de ces garanties ne nuirait en rien, croyons-nous, aux sociétés et entreprises sérieusement constituées et dirigées. Elle sera, pour les autres, le moyen de redresser des errements qui peuvent avoir des conséquences fâcheuses tant pour le public que pour elles-mêmes. Toutefois, il nous a paru convenable d'exclure du champ d'application de cette loi les tontines ou cagnottes, créées pour un temps très limité et souvent en vue d'un but tout occasionnel, ainsi que les sociétés les plus modestes, telles qu'il en existe beaucoup dans notre pays entre personnes que groupent des relations

quasi-quotidiennes de métier, de vie sociale, locale ou même familiale, et qui se prêteraient difficilement à des exigences légales destinées surtout à assurer le contrôle d'entreprises plus importantes et qui font appel à la clientèle générale. C'est pourquoi le paragraphe 2 de l'article premier n'assujettit à l'autorisation et au contrôle, ni les sociétés ou entreprises, quelle que soit leur dénomination, qui groupent moins de trois cents affiliés, ni celles dont les engagements ont à l'origine une durée inférieure à deux ans.

H. CARTON DE WIART.



CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROPOSITION DE LOI

**relative au contrôle des Sociétés
d'épargne et de capitalisation.**

WETSVOORSTEL

**betreffende de Controle op de
Spaar- en Kapitalisatiemaat-
schappijen.**

CHAPITRE PREMIER.

De l'autorisation.

ARTICLE PREMIER.

§ 1. Sont soumises à la présente loi les sociétés ou entreprises belges ou étrangères d'épargne ou de capitalisation sans tirage au sort qui, répondant aux conditions prévues au paragraphe 2 du présent article, font appel à l'épargne et contractent, en échange de versements uniques ou périodiques, des engagements déterminés ou indéterminés.

§ 2. Ne sont assujetties à l'autorisation et au contrôle prévus par la présente loi que les sociétés ou entreprises, quelle que soit leur dénomination, qui groupent au minimum trois cents affiliés et dont les engagements ont à l'origine une durée supérieure à deux ans.

ART. 2.

Les entreprises visées par la présente loi ne peuvent fonctionner ou continuer de fonctionner dans le Royaume qu'après avoir justifié :

1° Qu'elles sont régulièrement établies sous la forme de sociétés par actions ou de sociétés coopératives belges

EERSTE HOOFDSTUK.

Toelating.

EERSTE ARTIKEL.

§ 1. Worden aan deze wet onderworpen, de Belgische of buitenlandse Spaar- of kapitalisatiemaatschappijen of ondernemingen, zonder loting, die, beantwoordend aan de bij § 2 van dit artikel voorziene voorwaarden, tot sparen aanzetten en, in ruil van stortingen in eens of op gestelde tijdstippen, bepaalde of onbepaalde verbintenissen aangaan.

§ 2. Alleen de maatschappijen of ondernemingen, hoe genaamd ook, welke ten minste driehonderd leden groepeeren en wier verbintenissen in den aanvang een langeren duur hebben dan van twee jaar, zijn aan de bij deze wet voorziene machtiging en controle onderworpen.

ART. 2.

De bij deze wet bedoelde ondernemingen mogen in het Rijk slechts dan haar werking aanvangen of voortzetten, wanneer ze het bewijs hebben geleverd :

1° Dat zij regelmatig werden tot stand gebracht in den vorm van een actiëvennootschap of van eene Bel-

constituées à la date du 1^{er} décembre 1925 et qui répondent aux conditions prévues à l'article 6 ci-après :

2° Que leur organisation financière et les bases de leurs opérations sont conformes aux principes de la technique de l'épargne ;

3° Que les conditions de leurs contrats excluent toute spéculation destructrice de l'équivalence des engagements respectifs des affiliés et de l'entreprise. A cet effet, les contrats indiquent, depuis le moment de leur conclusion, les montants précis des versements, les valeurs de rachat des contrats et, s'il s'agit d'entreprises de capitalisation, le montant des sommes à payer par l'entreprise à fin de période ;

4° Que la part des versements attribuée à l'entreprise à titre d'indemnité pour frais d'administration consiste exclusivement en un tantième des sommes versées par chaque membre d'un groupement, sans que ce tantième puisse excéder un maximum fixé par le règlement de contrôle ;

5° Que leurs contrats aient une durée maximum de 30 ans.

ART. 3.

Avant de commencer ou de continuer leurs opérations, les entreprises visées par la présente loi sont tenues de soumettre au Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, dans les formes et conditions spécifiées par le règlement de contrôle :

1° Une requête aux fins d'autorisation ;

gische samenwerkende vennootschap, op 1 December 1925 opgericht en voldoende aan de vereisten bij het hiernavolgend artikel 6 voorzien ;

2° Dat haar geldelijke inrichting en de grondslagen harer verrichtingen met de beginselen der besparingstechniek overeenstemmen ;

3° Dat in de bedingen van hare overeenkomsten geen verkeerde berekeningen voorkomen, waardoor het evenwicht tusschen de onderscheidenlijke verbintenissen der leden en der onderneming wordt teniet gedaan. Te dien einde wordt in de overeenkomsten, reeds bij het afsluiten er van, aangegeven het nauwkeurig bedrag van den inleg, de terugkoopwaarde der contracten en, zoo het kapitalisatieondernemingen betreft, het bedrag van de sommen door de onderneming op het einde van den termijn te betalen ;

4° Dat het aandeel der stortingen, als vergoeding voor beheerkosten aan de onderneming toegekend, uitsluitend bestaat in een percent van de sommen door ieder lid eener groepeerings gestort, zonder dat dit percent een door de toezichtsverordening bepaald maximum overschrijdt ;

5° Dat hare overeenkomsten een maximum-duur van dertig jaar hebben.

ART. 3.

Vooraleer haar werking aan te vangen of voort te zetten, dienen de bij deze wet bedoelde ondernemingen, in den vorm en op de wijze bepaald bij de toezichtsverordening, aan het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg te onderwerpen :

1° Een aanvraag om toelating ;

2° Leurs statuts, et pour les entreprises déjà en activité, toutes données et tous documents propres à établir leur situation financière;

3° Si le siège social n'est pas situé en Belgique, la preuve qu'elles sont autorisées à fonctionner dans le pays de ce siège ;

4° Le texte des clauses générales de leurs contrats ;

5° Un exposé des bases et des méthodes adoptées pour le calcul éventuel des engagements de l'entreprise, pour la détermination de la valeur de réduction ou de rachat des contrats ainsi que pour la fixation des réserves ;

6° Un exposé des méthodes d'amortissement, des frais de premier établissement, d'administration et d'exploitation ;

7° Toutes justifications et tous renseignements qui leur sont demandés par l'administration.

ART. 4.

L'autorisation de fonctionner est donnée par arrêté royal, sur l'avis de la Commission des assurances privées et de l'épargne, dont il sera question à l'article 11 ci-après.

La liste des entreprises autorisées est publiée tous les trois mois au *Moniteur*.

ART. 5.

Les modifications aux statuts et aux conditions générales d'organisation, visées par les n^{os} 4^o, 5^o et 6^o de l'article 3, ne peuvent être mises en vigueur qu'en vertu d'un arrêté royal pris dans les mêmes formes et conditions que l'arrêté d'autorisation.

2° Haar statuten en, voor de reeds werkzame ondernemingen, alle gegevens en documenten, welke er kunnen toe bijdragen om haar geldelijken toestand bloot te leggen ;

3° Indien de maatschappelijke zetel niet in België is gevestigd, het bewijs, dat ze de toelating bekomen hebben om te werken in het land, waar haar zetel gevestigd is ;

4 Den tekst der algemeene bedingen harer contracten ;

5° Een uiteenzetting van de grondslagen en methoden aangenomen tot eventueele berekening van de verbintenissen der onderneming, voor het bepalen van de verminderingswaarde of van de afkoopwaarde der contracten, alsmede tot vaststelling der reserves ;

6° Een uiteenzetting der methoden van aflossing der kosten voor eerste inrichting, der beheer- en bedrijfskosten ;

7° Alle bewijzen en inlichtingen, die haar door de administratie gevraagd worden.

ART. 4.

De toelating om te werken wordt bij Koninklijk besluit verleend, naar het advies der Commissie voor private verzekering en besparing, waarvan sprake in artikel 11.

De lijst der toegelaten ondernemingen verschijnt om de drie maand in het *Staatsblad*.

ART. 5.

De wijzigingen in de statuten en algemeene inrichtingsbedingen, bedoeld bij de nummers 4^o, 5^o en 6^o van artikel 3, kunnen slechts van kracht worden bij wege van een Koninklijk besluit, in denzelfden vorm en op dezelfde wijze genomen als het toelatingsbesluit.

CHAPITRE II.

De la Constitution des Entreprises.

ART. 6.

Les entreprises belges visées par la présente loi sont soumises aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le capital social, souscrit en numéraire, des sociétés anonymes, ne peut être inférieur à un million de francs.

Ne sont pas considérés comme des apports effectifs relativement à la souscription du capital social et à la libération des actions, ceux qui consistent en résultats d'études ou de démarches, relations d'affaires, documents, combinaisons financières, organisation de bureaux ou d'agences et autres éléments de valeur nulle ou pratiquement indéterminable.

Les sociétés coopératives justifient :

1° Que le fonds social souscrit en numéraire est de un million de francs au minimum, sur lequel 200.000 fr. ont été versés :

2° Que, dans ces limites, les associés, jusqu'à l'expiration du terme ou jusqu'à la mise en liquidation de la société, ne pourront effectuer aucun retrait de parts souscrites ou de versements ;

3° Que les statuts prévoient la publication annuelle au *Moniteur* du bilan, du compte des profits et pertes et de la situation du capital social ;

4° Que les statuts contiennent une stipulation aux termes de laquelle les administrateurs sont solidairement responsables soit envers la société, soit envers les tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infraction à la loi

HOOFDSTUK II.

Oprichting der ondernemingen.

ART. 6.

De bij deze wet bedoelde Belgische ondernemingen vallen onder de bepalingen der samengecordende wetten op de koophandelsvennootschappen.

Het in geld onderschreven maatschappelijk kapitaal der naamlooze vennootschappen mag niet minder dan één millioen frank bedragen.

Wordt, met betrekking tot de kapitaalinschrijving en tot de volstorting der actiën, niet als werkelijke inbreng aangezien, de inbreng bestaande in uitkomsten van studiën of pogingen, handelsbetrekkingen, documenten, financiële berekeningen, bureau- of agentschapsinrichtingen en andere elementen zonder of van practisch onbepaalbaar nut.

De samenwerkende vennootschappen moeten bewijzen :

1° Dat het in geld ingeschreven maatschappelijk fonds ten minste één millioen frank bedraagt, waarvan 200.000 frank werd gestort ;

2° Dat, binnen deze grenzen, de deelgenooten, [tot na het verstrijken van den termijn of tot de liquidatie van de vennootschap, geen ingeschreven aandeelen of gedane stortingen kunnen intrekken ;

3° Dat de statuten de jaarlijksche bekendmaking in de *Moniteur* voorzien van de balans, van de winst- en verliesrekening en van den toestand van het maatschappelijk kapitaal ;

4° Dat de statuten eene bepaling bevatten, naar luid waarvan de beheerders hoofdelijk aansprakelijk zijn, hetzij tegenover de vennootschap, hetzij tegenover derden, voor al de schade voortvloeiende uit de overtre-

ou aux dispositions des statuts sociaux.

ART. 7.

Les entreprises étrangères constituées sous la forme anonyme sont autorisées, au même titre que les entreprises belges, à traiter en Belgique des opérations d'épargne ou de capitalisation sans tirage au sort. Toutefois, le Gouvernement peut refuser l'autorisation à celles dont le pays d'origine refuse des avantages équivalents aux entreprises belges.

Elles sont tenues d'établir, en Belgique, un siège d'opérations où elles font élection de domicile.

Elles constituent un fondé de pouvoirs chargé de les représenter, tant auprès de l'administration que vis à vis des particuliers et qui a son domicile et sa résidence en Belgique.

Elles établissent une gestion et une comptabilité distinctes pour tous les contrats souscrits en Belgique.

Elles conservent et rendent productifs en Belgique les fonds qui leur sont versés en exécution des contrats souscrits en Belgique et dans la Colonie du Congo postérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, défalca-tion faite des sommes leur attribuées en vertu de ces contrats.

Elles doivent accepter la compétence des tribunaux belges.

Si une entreprise étrangère n'est plus autorisée à pratiquer les opérations d'épargne ou de capitalisation sans tirage au sort dans son pays d'origine, elle doit en informer, dans les dix jours, le Ministre de l'Industrie et du Travail. A l'expiration de ce délai de dix jours, il lui est interdit de faire

ding van de wet of van de bepalingen van de statuten der vennootschap.

ART. 7.

De onder een naamloozen vorm opgerichte buitenlandsche ondernemingen worden, op gelijken voet als de Belgische, er toe gemachtigd, in België spaar- of kapitalisatieverrichtingen zonder loting te doen. De Regeering kan echter de toelating weigeren aan de maatschappijen, in wier land van herkomst gelijke voordeelen aan de Belgische ondernemingen worden geweigerd.

Zij zijn er toe verplicht, in België een bedrijfszetel in te richten, waar ze woonplaats kiezen.

Zij moeten een in België wonend en verblijvend gevolmachtigde aanstellen, gelast haar zoowel bij de administratie als tegenover bijzondere personen te vertegenwoordigen.

Zij moeten een afzonderlijk beheer en een afzonderlijke comptabiliteit hebben voor al de in België ondertekende overeenkomsten.

Zij moeten in België bewaren en winstgevend maken de fondsen, haar aangebracht ter uitvoering van de in België en in de Congo-kolonie ondertekende overeenkomsten, na het in werking treden van deze wet, mits aftrek van de haar uit kracht van deze overeenkomsten toekomende sommen.

Zij moeten de bevoegdheid van de Belgische Rechtbanken aannemen.

Zoo eene buitenlandsche onderneming niet meer toegelaten is spaar- of kapitalisatieverrichtingen, zonder loting, te doen in het land waar zij haar zetel heeft, dan moet zij dit binnen tien dagen ter kennis van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg brengen. Na het verstrijken van

en Belgique des opérations nouvelles.

Il leur est fait application des dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux sociétés étrangères, ainsi que des dispositions de la présente loi.

CHAPITRE III.

Des garanties.

ART. 8.

Les entreprises visées par la présente loi doivent fournir un cautionnement dans les conditions déterminées par le règlement du contrôle.

Ce cautionnement est affecté, par privilège, dans l'ordre indiqué ci-après :

1° Au paiement des amendes fiscales ou pénales et des frais de publication encourus par l'entreprise en vertu de la présente loi;

2° A la liquidation des opérations d'épargne ou de capitalisation.

ART. 9.

Après prélèvement des sommes attribuées à la société en vertu des contrats, les fonds versés par les membres des groupements d'épargne ou de capitalisation sont placés dans les conditions à déterminer par le règlement du contrôle.

Les valeurs représentatives des placements ainsi effectués sont affectées, par privilège, à la liquidation des opérations d'épargne ou de capitalisation.

ART. 10.

Les membres des groupements d'é-

dezen termijn van tien dagen, is het haar ontzegd nieuwe verrichtingen in Begië te doen,

De bepalingen der samengeordende wetten op de koophandelsvennootschappen, betrekking hebbende op de buitenlandsche maatschappijen, alsmede de bepalingen dezer wet worden op haar van toepassing gemaakt.

HOOFDSTUK III.

Waarborgen.

ART. 8.

De bij deze wet bedoelde ondernemingen moeten zekerheid stellen op de wijze bij de toezichtsverordening vastgesteld.

Die zekerheid moet bij voorrecht dienen als volgt :

1° Tot betaling der fiskale of strafrechtelijke geldboeten en der publicatiekosten krachtens deze wet ten laste van de onderneming ;

2° Tot vereffening der spaar- of kapitalisatieverrichtingen.

ART. 9.

Na voorafhouding van de krachtens de overeenkomsten aan de Vennootschap toegekende sommen, worden de door de leden der spaar- of kapitalisatiegroepeerings gestorte fondsen belegd op de wijze door de toezichtsverordening te bepalen.

De waarden welke de aldus belegde sommen vertegenwoordigen worden, bij voorrecht, bestemd tot de vereffening van de spaar- of kapitalisatieverrichtingen.

ART. 10.

De leden van de spaar- en kapitali-

pargne ou de capitalisation auront la faculté de réclamer, à toute période de leur contrat, les sommes versées par eux, sous déduction du tantième stipulé dans le contrat au profit de la société pour la couvrir de ses frais d'administration, ainsi que d'une indemnité pour résiliation de contrat consistant en une fraction des versements qui ne pourra dépasser le maximum fixé par arrêté ministériel, sur avis de la Commission des assurances privées et de l'épargne.

CHAPITRE IV.

Du contrôle.

ART. 11.

La compétence de la Commission des assurances privées, prévue par l'article 22 de la loi relative au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie, est étendue aux questions relatives aux opérations d'épargne ou de capitalisation sans tirage au sort.

Il est adjoint aux membres de ce comité consultatif deux personnes choisies parmi celles spécialement compétentes en matière d'opérations d'épargne et de capitalisation, au point de vue technique ou juridique.

La Commission, ainsi complétée, prend le titre de Commission des assurances privées et de l'épargne.

ART. 12.

Les entreprises visées par la présente loi sont soumises au contrôle du Gouvernement. Le règlement du contrôle est établi par arrêté royal; il détermine notamment les obligations de

satiegroepeeringen hebben het recht, op gelijk welk tijdstip van hunne overeenkomst, de door hen gestorte sommen terug te vorderen, mits aftrek van het in de overeenkomst bepaalde percent ten bate van de vennootschap, om deze te dekken voor hare beheerkosten, alsmede van cene vergoeding voor opzegging der overeenkomst, bestaande in een gedeelte der stortingen, dat het maximum, bepaald bij ministerieel besluit, op advies van de Commissie voor private verzekeringen en voor besparing, niet mag overschrijden.

HOOFDSTUK IV.

Contrôle.

ART. 11.

De bevoegdheid van de Commissie voor de private verzekeringen, voorzien bij artikel 22 der wet op de contrôle der levensverzekeringsondernemingen, wordt uitgebreid tot de quaestien betreffende de spaar- en kapitalisatieverrichtingen zonder loting.

Aan de leden van dit raadgevend comiteit worden twee personen toegevoegd, gekozen onder diegenen welke bijzonder bevoegd zijn in zake van spaar- en kapitalisatieverrichtingen, in technisch of rechtskundig opzicht.

De aldus aangevulde Commissie neemt den titel van Commissie van private verzekeringen en van besparing.

ART. 12

De bij deze wet bedoelde ondernemingen vallen onder het toezicht der Regeering. De toezichtsverordening wordt vastgesteld bij Koninklijk besluit; zij bepaalt, onder meer, de

ces entreprises relativement à la communication des livres, contrats, pièces comptables et autres documents, aux mentions à faire dans les prospectus, circulaires, affiches et autres écrits destinés au public, à la présentation du compte rendu annuel des opérations d'épargne ou de capitalisation.

ART. 13.

Les entreprises autorisées dont l'objet n'est pas limité aux opérations d'épargne et de capitalisation doivent établir, pour ces opérations, une gestion et une comptabilité distinctes. Elles peuvent être tenues de fournir des justifications sur l'ensemble de leurs opérations en Belgique et sur leur situation financière générale.

ART. 14.

Sans préjudice à l'application éventuelle de la sanction prévue à l'article 17 ci-après, les entreprises qui contreviennent aux articles 5, 7, 8, 12 et 13 de la présente loi et aux arrêtés pris pour l'exécution de ces dispositions sont, à défaut de régularisation dans le délai qui leur est fixé par le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale, passibles d'amendes fiscales calculées à raison de 50 francs par jour, depuis l'expiration du délai jusqu'à régularisation. Ces amendes sont recouvrées comme en matière d'enregistrement sur la demande qui en est faite à la régie par le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale.

verplichtingen van deze ondernemingen, wat betreft : het ter inzage geven der boeken, contracten, rekenstukken en andere documenten; de op prospectussen, rondzendbrieven, aanplakbrieven en andere voor het publiek bestemde schriften te maken meldingen; de indiening van het jaarverslag over de spaar- en kapitalisatieverrichtingen.

ART. 13.

De toegelaten ondernemingen, die niet uitsluitend spaar- en kapitalisatieverrichtingen doen, moeten voor dat slag van verrichtingen, een onderscheiden bestuur en rekendienst hebben. Zij kunnen gehouden zijn verantwoording te geven over hare gezamenlijke verrichtingen in België en over haren algemeenen geldelijken toestand.

ART. 14.

Onverminderd de mogelijke toepassing der bij artikel 17 voorziene dwangmiddelen, zijn de op de artikelen 5, 7, 8, 12 en 13 van deze wet en op de tot uitvoering dier bepalingen gegeven besluiten, inbreukplegende verzekeringsondernemingen, indien ze zich binnen den door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg gestelden termijn niet in regel hebben gesteld, strafbaar met fiskale geldboeten, bepaald op 50 frank daags, te rekenen van het verstrijken van den gestelden termijn tot op den dag waarop de inbreukplegers weer in regel zijn. Die geldboeten worden geïnd gelijk in zake registratie, op verzoek daaromtrent aan de belasting-administratie gedaan door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

ART. 15.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale est chargé de réunir et de faire publier dans un recueil spécial, annexé au *Moniteur*, les actes et documents relatifs aux entreprises d'épargne ou de capitalisation sans tirage au sort dont la publication est imposée par la législation sur les sociétés commerciales ou par la présente loi.

ART. 16.

Les entreprises autorisées supportent, à concurrence de 3 p. m. des encaissements spécifiés ci-après, les frais résultant de la surveillance et du contrôle du Gouvernement.

Un arrêté ministériel fixe, à la fin de chaque exercice, la répartition de ces frais entre les entreprises au prorata des versements encaissés en Belgique et dans la Colonie du Congo du chef de contrats d'épargne ou de capitalisation sans tirage au sort.

CHAPITRE V.

Du retrait de l'autorisation.

ART. 17.

L'autorisation de fonctionner est révoquée par arrêté royal, sur l'avis de la Commission des assurances privées et de l'épargne, s'il est établi que l'entreprise ne fonctionne plus en conformité de ses statuts ou de la présente loi et des règlements d'exécution qu'elle prévoit.

ART. 15.

Het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Verzorg is gelast, in een bijzondere verzameling, bij de *Moniteur* gevoegd, te vereenigen en bekend te maken de akten en bescheiden, betrekking hebbende op de spaar- of kapitalisatieverrichtingen zonder loting, waarvan het bekendmaken door de wetgeving op de handelsvennootschappen of door deze wet voorzien is.

ART. 16.

De toegelaten ondernemingen dragen de kosten, die uit het toezicht of de controle van de Regeering voortvloeien, ten beloope van 3 per duizend van de hierna gespecificeerde inningen.

Bij een ministerieel besluit wordt op 't eind van elk dienstjaar, de omslag van bedoelde kosten over de ondernemingen vastgesteld naar verhouding van het bedrag der stortingen die zij in België en in de Congo-colonie, wat hun spaar- of kapitalisatie-overeenkomsten zonder loting betreft, hebben geïnd.

HOOFDSTUK V.

Intrekking van de toelating.

ART. 17.

De toelating om te werken wordt ingetrokken bij Koninklijk besluit naar het advies van de Commissie voor private verzekering en van besparing, indien bewezen wordt dat de verzekeringsonderneming niet meer werkt overeenkomstig haar statuten of van deze wet en de daarbij voorziene uitvoeringsverordeningen.

La révocation emporte interdiction de faire des opérations nouvelles.

ART. 18.

La révocation ne peut être prononcée qu'après l'expiration d'un délai fixé par le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale à l'entreprise en défaut, pour régularisation éventuelle ou justification.

ART. 19.

L'arrêté de révocation, ou un arrêté royal ultérieur pris dans les mêmes conditions, ordonne, le cas échéant, les mesures propres à sauvegarder les droits des affiliés, sans préjudice aux droits des autres créanciers.

ART. 20.

Les entreprises autorisées ont la faculté de renoncer à l'autorisation. La renonciation est constatée par un arrêté royal, pris sur l'avis de la Commission des assurances privées et de l'épargne. Elle implique interdiction de faire de nouvelles opérations. Les mesures prévues à l'article 19 peuvent également être ordonnées en cas de renonciation.

ART. 21.

Les entreprises dont l'autorisation est révoquée ou qui y renoncent restent soumises au contrôle prévu à l'article 12 jusqu'à ce qu'elles aient liquidé tous leurs engagements en Belgique.

De intrekking gaat gepaard met het verbod nog nieuwe verrichtingen te doen.

ART. 18.

Tot de intrekking kan slechts besloten worden na afloop van een termijn, aan de in gebreke gebleven onderneming door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg gesteld voor mogelijke regularisatie of rechtvaardiging.

ART. 19.

Het intrekkingbesluit of een later op dezelfde wijze gegeven Koninklijk besluit legt, bij voorkomend geval, de maatregelen op, van den aard om de rechten der aangeslotenen te vrijwaren, onverminderd de rechten der overige schuldeischers.

ART. 20.

De toegelaten ondernemingen zijn vrij de toelating op te zeggen. De opzegging moet blijken uit een Koninklijk besluit, gegeven op advies van de Commissie voor private verzekering en besparing. Zij behelst het verbod nog nieuwe verrichtingen te doen. De bij artikel 19 voorziene maatregelen kunnen, in geval van opzegging, eveneens worden opgelegd.

ART. 21.

De verzekeringsondernemingen, wier toelating wordt ingetrokken of die dezelfde opzeggen, blijven aan het bij artikel 12 voorziene toezicht onderworpen, totdat ze al haar in België aangegane verbintenissen hebben vereffend.

CHAPITRE VI.**Dispositions pénales.****ART. 22.**

Sont punis d'une amende de 1,000 à 10,000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou d'une de ces peines seulement, les administrateurs, directeurs ou gérants de toute entreprise qui a fait, proposé ou annoncé des opérations prévues par la présente loi, sans avoir obtenu l'autorisation de fonctionner ou après que cette autorisation aura cessé ses effets.

Les jugements de condamnation sont publiés en entier aux frais des condamnés dans un recueil spécial et dans deux autres journaux au moins désignés par le Tribunal. La publication se fait à la requête du Ministère public.

ART. 23.

Sont punis d'une amende de 50 à 3,000 francs et d'un emprisonnement de huit jour à 3 mois ou d'une de ces peines seulement, les agents, courtiers et intermédiaires qui ont proposé ou fait souscrire des engagements pour des entreprises non autorisées ou qui ont cessé de l'être.

L'amende est prononcée pour chaque opération, sans que les peines cumulées puissent excéder 5,000 francs.

ART. 24.

En cas de récidive dans les cinq ans

HOOFDSTUK VI.**Strafbepalingen.****ART. 22.**

Worden gestraft met 1,000 tot 10,000 frank boete en met een maand tot een jaar gevangenisstraf of slechts met een dier straffen, de beheerders, bestuurders of zaakvoerders van elke verzekeringsonderneming, die bij deze wet voorziene verrichtingen doet, aanbiedt of aanmeldt zonder daarvoor toelating te hebben bekomen, of wanneer de daarvoor verleende toelating niet meer van kracht is.

De veroordeelende vonnissen worden op de kosten van de veroordeelden in hun geheel opgenomen in een bijzondere verzameling alsmede in ten minste twee andere dagbladen aangewezen door de Rechtbank. De bekendmaking geschiedt op vordering van het Openbaar Ministerie.

ART. 23.

Worden gestraft met 50 tot 3,000 frank boete en met acht dagen tot drie maand gevangenisstraf of slechts met een dier straffen, de agenten, makelaars of tusschenpersonen die verbintenissen van niet of niet meer toegelaten verzekeringsondernemingen aanbieden of laten ondertekenen.

De boete wordt opgelegd voor elke verrichting, zonder dat de gezamenlijke boeten nochtans 5,000 frank mogen te boven gaan.

ART. 24.

In geval van herhaling binnen vijf

d'une première condamnation, le minimum et le maximum des amendes établies par les articles 33 et 34 sont portés au double et il est toujours prononcé une peine d'emprisonnement.

ART. 25.

Toute déclaration ou dissimulation frauduleuse dans les documents produits en vertu des articles 3, 5 et 23 est punie des peines prévues par l'article 196 du Code pénal.

ART. 26.

Les sociétés ou associations sont solidairement responsables des condamnations pécuniaires prononcées contre leurs administrateurs, directeurs, gérants et préposés, conformément aux dispositions qui précèdent.

CHAPITRE VII.

Dispositions d'exécution et dispositions transitoires.

ART. 27.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale est autorisé à prendre toutes mesures et dispositions relatives à l'exécution de la présente loi.

jaar, te rekenen van eene eerste veroordeeling, worden de bij de artikelen 33 en 34 bepaalde boeten op het dubbel gebracht en telkens zal dan ook een gevangenisstraf worden opgelegd.

ART. 25.

Elke bedrieglijke aangifte of achterhouding in de krachtens de artikelen 3, 5 en 23 vertoonde stukken, wordt gestraft met de bij artikel 196 van het Strafwetboek voorziene straffen.

ART. 26.

De maatschappijen en vereenigen zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de aan haar beheerders, bestuurders, zaakvoerders en aangestelden overeenkomstig bovenstaande bepalingen opgelegde geldstraffen.

HOOFDSTUK VII.

Uitvoerings- en overgangsbepalingen.

ART. 27.

De Minister van Nijverheid, Arbeid, en Sociale Voorzorg is bevoegd om al de noodige maatregelen en beschikkingen te treffen aangaande de uitvoering van deze wet.

H. CARTON DE WIART.

L. BERTRAND.

E. PECHER.

